

# **MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE**

**Commune de Geudertheim**  
83 Rue du Général de Gaulle  
67170 GEUDERTHEIM

## **MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE DE NIVEAU ESQUISSE**

**Restructuration et Extension de la salle polyvalente  
de Geudertheim**  
**CONCOURS RESTREINT**

### **REGLEMENT DU CONCOURS - PHASE CANDIDATURE**

Date et heure limites de remise des candidatures
<b>30 septembre 2025 à 12h00</b>

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION .....	3
1.1.	<b>Objet de la consultation</b> .....	3
1.2.	<b>Lieu d'exécution des prestations</b> .....	3
1.3.	<b>Calendrier prévisionnel</b> .....	3
1.4.	<b>Capacités minimales</b> .....	3
1.5.	<b>Forme juridique de l'attributaire</b> .....	4
ARTICLE 2	ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE .....	4
2.1.	<b>Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché</b> .....	4
2.2.	<b>Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)</b> .....	4
2.3.	<b>Conduite d'opération</b> .....	4
ARTICLE 3	CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	4
3.1.	<b>Mode de la consultation</b> .....	4
3.2.	<b>Jury</b> .....	5
3.3.	<b>Forme du marché</b> .....	6
3.4.	<b>Prestations similaires susceptibles d'entrer dans le champ de l'opération (option)</b> .....	6
3.5.	<b>Variantes libres</b> .....	6
3.6.	<b>Variantes imposées</b> .....	6
3.7.	<b>Prestations supplémentaires éventuelles</b> .....	6
ARTICLE 4	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION - CANDIDATURE .....	6
ARTICLE 5	MISE À DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE - CANDIDATURE .....	7
ARTICLE 6	DOCUMENTS À REMETTRE PAR LE CANDIDAT – CANDIDATURE .....	7
ARTICLE 7	CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES .....	10
ARTICLE 8	CRITÈRES DE JUGEMENT .....	11
8.1.	<b>Critères de sélection des candidatures</b> .....	11
8.2.	<b>Critères de jugement des projets</b> .....	11
ARTICLE 9	DOCUMENTS À REMETTRE PAR LES CANDIDATS SÉLECTIONNÉS.....	11
ARTICLE 10	PRIME .....	12
ARTICLE 11	MODALITÉS ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT.....	12
ARTICLE 12	PARTICIPATION DES CANDIDATS RÉSERVÉE À UNE PROFESSION PARTICULIÈRE .....	12
ARTICLE 13	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES .....	12
ARTICLE 14	PROCÉDURES DE RECOURS.....	13
14.1.	<b>Instance chargée des procédures de recours</b> .....	13
14.2.	<b>Introduction de recours</b> .....	13
ARTICLE 15	ANNEXE(S) .....	13

## Article 1      **Objet et étendue de la consultation**

---

### 1.1.      **Objet de la consultation**

---

Le présent avis d'appel à candidatures concerne un **concours restreint** relatif à un marché de maîtrise d'œuvre (niveau esquisse avec maquette au 1/333<sup>e</sup>), conformément aux articles 88 et 89 du décret n°2016-360.

#### **Descriptif de la mission de maîtrise d'œuvre :**

Il s'agit d'une **mission de maîtrise d'œuvre de base avec EXE** au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et ainsi que des textes y afférents.

Le marché comporte également la mission complémentaire :  
OPC

#### **Descriptif de l'opération:**

L'opération consiste à réaliser une extension avec une réorganisation intérieure de la salle polyvalente et l'amélioration thermique complète du bâtiment de la salle polyvalente de Geudertheim.

Les travaux porteront notamment sur :

- l'isolation thermique par l'extérieur et la re-modélisation des façades
- la veille sécurité incendie
- l'accessibilité PMR (personne à mobilité réduite) à tous les niveaux du bâtiment
- l'organisation des locaux intérieurs et l'optimisation des surfaces et volumes intérieurs afin de les utiliser pour stockage ou autre
- la création d'une extension pour une scène et du stockage supplémentaire.

L'opération devra se faire en site occupé. L'objectif étant de réaliser les travaux en occasionnant le moins de gêne possible pour les activités qui s'y déroulent, notamment pour le périscolaire.

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux, arrêtée par le maître d'ouvrage, s'élève à **2 500 000 € HT** valeur Mars 2025

### 1.2.      **Lieu d'exécution des prestations**

---

83 Rue du Général de Gaulle, 67170 Geudertheim, parcelle 122

### 1.3.      **Calendrier prévisionnel**

---

La durée du marché se décompose comme suit :

- **12** mois de conception ;
- **20** mois de travaux ;
- **12** mois de garantie de parfaitement achèvement.

Ces délais sont donnés à titre purement indicatif, le pouvoir adjudicateur se réservant la possibilité de modifier le calendrier ci-dessus. Le cas échéant il en informera les candidats dans les meilleurs délais.

#### 1.4. Capacités minimales

---

L'avis d'appel public à la concurrence s'adresse à un candidat ou un groupement candidat disposant, *a minima*, des compétences suivantes :

- Architecture (en application de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture) ;
- Urbaniste ;
- Technique (Structures / Fluides / Thermique / Courants forts et faibles) ;
- Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) ;
- Economie de la construction ;

L'ensemble des compétences précitées devront être clairement identifiées.

#### 1.5. Forme juridique de l'attributaire

---

Le marché pourra être attribué à un seul candidat ou à un groupement candidat.

En cas de groupement, les candidats sont autorisés à présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles. Compte tenu de la nature du marché, le pouvoir adjudicateur apprécierait que le rôle de mandataire soit assuré par l'architecte.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Il est précisé que cette disposition s'applique à tous les opérateurs économiques, quelle que soit la compétence exercée (notamment architectes, BET (bureaux d'études techniques), économiste de la construction...).

### Article 2 Organisation de la maîtrise d'ouvrage

---

#### 2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

---

Pour l'exécution du présent marché le maître de l'ouvrage, est représenté(e) par Monsieur Le Maire de la Commune de Geudertheim.

#### 2.2. Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)

---

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est assisté d'un AMO :

##### **SAMOP Agence Alsace**

Les Templiers – Bât. Omer 950 Route des Colles BP13, 06 901 Sophia Antipolis Biot cedex  
Contact : Annick Ruef / Téléphone : 06 76 40 22 28 / Mail : annick.ruef@samop.fr

### 2.3. Conduite d'opération

---

La conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage.

## Article 3 Conditions de la consultation

---

### 3.1. Mode de la consultation

---

Il s'agit d'un **concours restreint** de maîtrise d'œuvre passé en application de l'article 8 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 88, 89 et 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

La date et l'heure limite de réception des candidatures sont fixées en page de garde du présent document. La date et l'heure limite de réception des projets seront indiquées dans la lettre d'invitation à soumissionner adressée aux candidats admis à remettre un projet.

Il est toutefois précisé qu'avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, les candidats sélectionnés le seront à titre provisoire en attendant qu'ils produisent dans les conditions de l'article 55.II.3° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 les pièces prévues à l'article 51 du même décret.

### 3.2. Jury

---

#### 3.2.1 - Rôle du jury

Un jury est désigné par le pouvoir adjudicateur. Il est composé exclusivement de personnes indépendantes des candidats. Il est rappelé que ne peuvent concourir et participer aux missions de maîtrise d'œuvre, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'organisation et au déroulement du concours, les membres de leur famille, ainsi que leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs. Conformément aux dispositions de l'article 89 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, au moins un tiers des membres du jury disposera de la qualification exigée au titre du présent marché ou d'une qualification équivalente.

En phase candidature, le jury dresse un procès-verbal d'examen des candidatures et formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir. Le pouvoir adjudicateur arrête ensuite la liste des candidats admis à remettre un projet.

En phase projet, le jury examine les plans et projets présentés par les participants au concours de manière anonyme et en se fondant exclusivement sur les critères d'évaluation des projets définis dans l'avis de concours et le présent règlement de la consultation. Il consigne dans un procès-verbal, signé par ses membres, le classement des projets ainsi que ses observations et, le cas échéant, tout point nécessitant des éclaircissements et les questions qu'il envisage en conséquence de poser aux candidats concernés. L'anonymat des candidats peut alors être levé.

Le jury peut ensuite inviter les candidats à répondre aux questions qu'il a consignées dans le procès-verbal. Un procès-verbal complet du dialogue entre les membres du jury et les candidats est établi.

Le pouvoir adjudicateur choisit le ou les lauréats du concours au vu du ou des procès-verbaux et de l'avis du jury et publie un avis de résultats de concours.

### 3.2.2 - Composition du jury

La composition du jury pour ce concours a été arrêtée par décision du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2025. Il est ainsi composé :

Au titre des représentants de la maîtrise d'ouvrage :

- Le Maire : Pierre GROSS (président du jury) ;
- membres titulaires Jean-Luc JOACHIM      membres suppléants Marianne PETER  
Michel URBAN      Frédéric JUNG  
Sabrina RITTER      Rolph RIEDINGER

Au titre de personnes ayant une compétence particulière au regard du projet : néant

Au titre des représentants de la Maîtrise d'œuvre :

- Un représentant de la profession proposée par l'Ordre des Architectes et son suppléant ;
- Un représentant du CAUE du Bas-Rhin et son suppléant
- Un urbaniste conseil

L'ensemble des membres indiqués ci-dessus ont une voix délibérative.

Le jury ne peut valablement délibérer que si le quorum requis est atteint, à savoir la moitié de ses membres qui disposent d'une voix délibérative, + 1 membre. Les membres du jury ne pouvant être présents peuvent se faire représenter par leurs suppléants nominatifs ou leur représentant.

La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Les membres à voix consultative sont les suivants :

- M. Emmanuel ROUX, Trésorier du Service de Gestion Comptable de Haguenau;
- Le représentant de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'emploi (DIRECCTE) ;
- Le responsable du périscolaire de Geudertheim ;
- Le représentant de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Bas-Rhin ;
- Le technicien/voirie de la Communauté de Communes de la Basse Zorn ;
- Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Strasbourg-Campagne ;
- Un représentant élu de la Communauté de communes de la Basse Zorn.
- Monsieur Yves OHLMANN, adjoint en charge des manifestations/festivités
- Madame Nathalie BOUTINAUD, conseillère municipale.

### 3.3. Forme du marché

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire.

### **3.4. Prestations similaires susceptibles d'entrer dans le champ de l'opération (option)**

---

En application de l'article 30.I.7° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, un ou plusieurs marchés négociés passés sans publicité ni mise en concurrence préalable et relatifs à des prestations similaires pourront être passés ultérieurement. La durée pendant laquelle le ou les nouveaux marchés publics pourront être conclus ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

### **3.5. Variantes libres**

---

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

### **3.6. Variantes imposées**

---

Sans objet.

### **3.7. Prestations supplémentaires éventuelles**

---

Sans objet.

## **Article 4 Contenu du dossier de consultation - Candidature**

---

Le dossier de consultation propre à la phase candidature est composé des pièces suivantes :

- L'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) ;
- Le présent Règlement de la consultation (phase candidature) et son annexe.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer, par tout moyen donnant date certaine, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre, sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

Le dossier de consultation propre à la phase projet comportant les pièces contractuelles et notamment le programme de l'opération sera annexé à la lettre d'invitation à soumissionner adressée aux seuls candidats admis à remettre un projet.

## **Article 5 Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique - Candidature**

---

Conformément à l'article 39 du décret n°2016-360, le maître de l'ouvrage met à disposition le Dossier de Consultation des Entreprises sur son profil d'acheteur : [www.alsacemarchespublics.eu](http://www.alsacemarchespublics.eu).

Lors du téléchargement du DCE, le candidat est invité à renseigner une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à

tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique de la plateforme de dématérialisation.

## **Article 6 Documents à remettre par le candidat – Candidature**

---

La phase candidature permettra au pouvoir adjudicateur de sélectionner les candidats admis à concourir.

### **Modalités de présentation des candidatures**

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français. Le pouvoir adjudicateur apprécierait que les candidats synthétisent les informations demandées dans le présent règlement de la consultation (phase candidature) afin d'apprécier leur capacité professionnelle, technique, économique et financière. Pour cela, le pouvoir adjudicateur met à la disposition des candidats un fichier Excel décomposé en plusieurs onglets, chaque onglet correspondant à un dossier. Ce fichier Excel, correspondant à l'annexe 1 au présent règlement de la consultation (phase candidature) est également téléchargeable sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat ou chaque membre du groupement candidat aura à produire un dossier complet comprenant les documents ci-après :

### **Dossier n°1 : Administratif - Portant le nom des candidats ainsi que la mention « dossier n°1 » :**

- **Sous-dossier n°1** : en cas de groupement, le sous dossier commun aux membres du groupement comprend la lettre de candidature (DC1\* ou document équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier l'ensemble des membres du groupement.
- **Les autres sous-dossiers** (un pour chaque membre du groupement le cas échéant) **comprennent** :
  - **Une déclaration de chaque membre du groupement** (DC2\* ou document équivalent) ;
  - **Une déclaration sur l'honneur du candidat ou de chaque membre du groupement** attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. **Il est précisé que le DC1 dans sa version du 26 octobre 2016 ou le DUME intègrent une déclaration sur l'honneur attestant que chaque cotraitant ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015. Par conséquent, les candidats qui utiliseront le formulaire DC1 du 26/10/2016 ou un DUME n'auront pas à fournir une telle déclaration.**
  - **Pour le ou le(s) architecte(s)** : copie de l'attestation d'Inscription au tableau de l'Ordre des architectes ou pour les architectes étrangers, preuve d'une autorisation d'exercice dans leur pays d'origine.

*\*Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).*



**Dossier n°2 : Capacités techniques** - Portant le nom candidats ainsi que la mention « **dossier n°2** » :

Le candidat ou chaque membre du groupement fournira les renseignements suivants:

- Une présentation du candidat : nom, raison sociale, forme juridique, compétence(s) exercée(s) au sein du groupement. Le candidat renseignera à cet effet la rubrique « présentation du groupement » de l'onglet « dossier n°2 » du fichier Excel précité ;
- Moyens du candidat en personnel : une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat ou de chaque membre du groupement et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Le candidat renseignera à cet effet la rubrique « moyens en personnel » de l'onglet « dossier n°2 » du fichier Excel précité.

**Dossier n°3 : Capacités professionnelles** - Portant le nom des candidats ainsi que la mention « **dossier n°3** » :

Le candidat ou chaque membre du groupement fournira les renseignements suivants:

**Pour le/les architectes** (en cas de pluralité d'architecte, identifier le mandataire) **un dossier comprenant :**

- **Une liste de références significatives et pertinentes au regard de l'objet du marché** relatives à des projets effectuées au cours des **trois dernières années**. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les références seront de préférence relatives à des opérations d'importance, de nature et de complexité équivalente. Le candidat renseignera à cet effet la rubrique « Références architecte(s) » de l'onglet « dossier n°3 » du tableau Excel précité. Il indiquera pour chaque opération le type de programme, le maître de l'ouvrage, le type de travaux (neuf, restructuration, ...), la mission précise réalisée et le rôle tenu par le candidat, le coût HT de réalisation des travaux, la surface du projet, la date de fin de chantier si chantier terminé et à défaut la phase d'avancement. Ils devront également préciser les références pour lesquelles ils n'ont pas été lauréats.
- **Une présentation illustrée de ces projets significatifs** au format suivant : une planche maximum par projet au format A3 recto paysage. Les illustrations peuvent consister en des photos, des plans, des dessins, des résumés graphiques ... Les planches au format A3 paysage, destinées à être présentées au jury, ne seront pas reliées.

**Pour le/les Bureaux d'Etudes Techniques (BET), un dossier complet** comprenant:

- **Une liste de références significatives et pertinentes au regard de l'objet du marché** pour chaque compétence visées à l'article 1.4 du présent règlement (à l'exception de la compétence architecturale qui fait l'objet du point ci-dessus). Les références seront de préférence relatives à des opérations d'importance, de nature et complexité équivalente et effectuées au cours des **trois dernières années**. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Le candidat renseignera à cet effet la rubrique « Références BET » de l'onglet « dossier n°3 » du tableau Excel précité. Il indiquera pour chaque opération le type de programme, le maître de l'ouvrage, le type de travaux (neuf, restructuration, ...), la mission précise réalisée et le rôle tenu par le candidat, le coût HT de réalisation des travaux, la surface du projet, la date de fin de chantier si chantier terminé et à défaut la phase d'avancement.

**Dossier n°4 : Capacités économiques et financières** - Portant le nom des candidats ainsi que la mention « dossier n°4 » :

### **Informations complémentaires et autres documents**

Si l'opérateur économique est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des documents demandés ci-dessus, il pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les mêmes documents (à l'exception du DC1) permettant d'apprécier leurs capacités technique, professionnelle, économique et financière ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

### **Présentation des documents**

Les documents seront présentés en langue française. Les documents qui ne seront pas rédigés en français devront être accompagnés d'une traduction en langue française. **Afin de faciliter l'analyse des plis, le pouvoir adjudicateur recommande aux candidats l'utilisation du tableau Excel de synthèse et des références disponibles sur son profil d'acheteur.**

Conformément à l'article 49 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, les candidats sont informés qu'un Document Unique de Marché Européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 ;
- des documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du cotraitant ou du sous-traitant.

## **Article 7 Conditions de remise des candidatures**

---

Les candidats doivent transmettre leurs candidatures par voie électronique à l'adresse suivante :

**[www.alsacemarchespublics.eu](http://www.alsacemarchespublics.eu)**

Les plis électroniques devront impérativement être réceptionnés dans leur totalité sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure limites de transmission des candidatures fixées par le présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception correspondra au dernier octet reçu. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine et d'un accusé de réception électronique. Le pouvoir adjudicateur, par l'intermédiaire de son prestataire, s'engage à assurer la sécurité des transactions sur le réseau informatique, à assurer la confidentialité relative aux candidatures et à assurer un horodatage certain. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GTM+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Ces fichiers doivent être préalablement traités par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour, tout fichier contenant un virus entraînera son irrecevabilité. Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique. Cette copie est transmise sous plis scellé à l'adresse suivante :

**Mairie de Geudertheim**  
83, rue du Général de Gaule  
67 170 Geudertheim

L'enveloppe comporte obligatoirement les mentions suivantes :

**Ne pas ouvrir**  
**Candidatures pour le marché de maîtrise d'œuvre pour la**  
**restructuration et l'extension de la salle polyvalente**  
**Concours restreint**

Elle pourra être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits, conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Formats électroniques acceptés par le pouvoir adjudicateur :

Les documents doivent être transmis dans les formats suivants :

- doc (Word jusqu'à la version 2010)
- xls (Excel jusqu'à la version 2010)
- pdf (sauf pour les actes d'engagements)
- zip (pour la compression des fichiers)

## **Article 8      Critères de jugement**

---

### **8.1.      Critères de sélection des candidatures**

---

Conformément à l'article 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Seront éliminées après avis du jury:

- Les candidatures non recevables en application de l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou non accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44 du décret précité ;
- Les candidatures ne présentant pas toutes les compétences demandées dans le cadre du présent avis ou dont les garanties et capacités professionnelles, techniques, économiques et financières sont insuffisantes.

Le jury examinera ensuite les candidatures à l'aune des critères de sélection des candidatures hiérarchisés suivants cités par ordre décroissant d'importance :

- **capacités professionnelles** évaluées au regard de la qualité et la pertinence des références présentées par le candidat ou le groupement candidat compte tenu de la nature et de la complexité du marché ;
- **capacités techniques** évaluées au regard des compétences proposées et des moyens en personnel du candidat ou du groupement candidat ;
- **capacités financières** du candidat ou du groupement candidat.

Le jury dressera un procès-verbal d'examen des candidatures et formulera un avis motivé sur la liste des candidats à retenir. Le jury proposera au pouvoir adjudicateur de retenir **trois candidats**. Le pouvoir adjudicateur arrête ensuite la liste des candidats admis à remettre un projet.

## 8.2. Critères de jugement des projets

---

Les critères de jugement des projets pondérés sont les suivants :

- respect des objectifs et des contraintes du programme ;
- qualité architecturale, paysagère et urbaine du projet ;
- insertion dans le site et prise en compte des critères de développement durable ;
- respect des délais et des coûts.

## Article 9 Documents à remettre par les candidats sélectionnés

---

Les candidats sélectionnés admis à participer produiront dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur les pièces visées à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 à savoir notamment :

- Attestation d'assurance responsabilité civile et décennale en cours de validité pour les cotraitants ayant la qualité de constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil ;
- Les attestations et certificats équivalents délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail ;
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent ;
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, le candidat sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant qu'il ne soit admis à participer.

## **Article 10      Prime**

---

Chaque concurrent ayant remis une prestation conforme au règlement du concours (phase concours) recevra une prime d'un montant de **11 000 € HT**, TVA en sus au taux de la réglementation en vigueur.

La rémunération du contrat de maîtrise d'œuvre tiendra compte de la prime reçue par le lauréat.

Le jury se réserve la possibilité de réduire ou de supprimer la prime des candidats dont les prestations remises, avant audition éventuelle, seraient jugées incomplètes ou non conformes au programme.

Le versement de la prime aux candidats s'effectuera sur la base de la proposition du jury dans un délai de 30 jours suivant la date de notification du courrier de rejet aux candidats dont les projets n'auront pas été retenus.

## **Article 11      Modalités essentielles de financement et de paiement**

---

Le règlement des dépenses se fera par virement administratif.

Délai de paiement : 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

- Caractéristiques des prix : prix global et forfaitaire.
- Modalités de variation des prix : prix révisables.
- Avance : 5%.

## **Article 12      Participation des candidats réservée à une profession particulière**

---

La mission devra être exécutée par un architecte en application de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 modifiée.

## **Article 13      Renseignements complémentaires**

---

Tout échange entre le représentant du maître d'ouvrage et les candidats se fera via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur donné ci-dessous. Par conséquent, pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront impérativement formuler leur demande via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres à l'adresse suivante:

Adresse internet du profil d'acheteur : [www.alsacemarchespublics.eu](http://www.alsacemarchespublics.eu).

## **Article 14      Procédures de recours**

---

### **14.1.      Instance chargée des procédures de recours**

---

Tribunal Administratif de Strasbourg - 31 Avenue de la Paix - 67 000 Strasbourg

Tél. : 03 88 21 23 23

Télécopieur : 03 88 36 44 66

Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

#### 14.2. Introduction de recours

---

Voies et délais de recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L 551-1 à L 551-12 du Code de Justice Administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L 551-13 à L 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours de pleine juridiction pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat n°358994 du 4 novembre 2014, « Département du Tarn et Garonne ».

#### Article 15 Annexe(s)

---

Le présent règlement de consultation (phase candidature) comprend l'annexe suivante :

- ✓ Annexe 1 : tableau Excel permettant aux candidats de renseigner les données relatives à leurs capacités professionnelles, techniques, économiques et financières.

En cas de contradiction entre le présent règlement de consultation (phase candidature) et l'annexe, le règlement de consultation (phase candidature) prime sur l'annexe.